

**Collectif d'initiative national pour un rassemblement antilibéral de gauche
et des candidatures communes**

**Méthode de discussion de la candidature commune à l'élection présidentielle
par les collectifs locaux**

Notre démarche repose sur trois piliers : une stratégie, un programme, des candidatures.

La première réunion nationale des collectifs, le 10 septembre à Saint-Denis, a fixé l'objectif et la stratégie politique de notre rassemblement et a formulé de premières idées sur le processus de désignation de nos candidatures à la présidentielle et aux législatives.

La deuxième réunion nationale, les 14 et 15 octobre à Nanterre, a permis d'avancer considérablement sur le programme et de préciser davantage cette méthode de désignation¹.

Nous avons donc passé un cap et nous avons décidé de le concrétiser en multipliant les initiatives publiques pour commencer à construire une véritable dynamique populaire :

- édition d'un tract national de 4 pages exposant notre démarche et les grands axes de notre programme ;
- réunions publiques des collectifs ;
- meetings et débats avec la participation des porte-parole provisoires ;
- grands meetings nationaux avec les principaux porte-parole de notre rassemblement. Le premier a lieu le 6 novembre au Mans.

Ces avancées se traduisent aujourd'hui dans les médias. Longtemps ignorée, la candidature commune de la gauche antilibérale est devenue une possibilité crédible, au point que l'interrogation des médias paraît aujourd'hui la même que dans les collectifs : qui peut la porter ?

Il est donc désormais temps de s'atteler à la construction de ce troisième pilier de notre démarche.

Comment transformer l'essai ? Il s'agit à vrai dire aujourd'hui du seul et du plus redoutable des obstacles, l'élection présidentielle, aggravée par l'inversion du calendrier favorisant dès lors les deux grands partis. Pourtant, malgré ces difficultés, nous avons aujourd'hui le devoir d'y parvenir car, plus que jamais, nous devons offrir un débouché politique crédible à un peuple qui depuis des années a dit depuis des années son refus du libéralisme et mettre en œuvre une politique de transformation sociale en rupture avec le libéralisme.

La question posée maintenant à chaque collectif local est donc de faire connaître et de faire partager notre projet politique (objectif et programme) et, dans le même temps, d'engager la discussion sur nos candidatures aux élections présidentielle et législatives.

Plusieurs points sont acquis, qui découlent de nos réunions du 10 septembre et des 14 et 15 octobre :

Notre campagne sera collective

Nous avons entériné la nécessité de " subvertir " cette campagne " 5^{ème} République " en installant dans le paysage une campagne collective : nous ne voulons pas d'un (d'une) candidat(e) en premier plan avec des partis et collectifs rassemblés derrière lui ou elle, mais un groupe de porte-parole qui représentera toute notre diversité. Le (la)

¹ Documents à disposition des collectifs :

- Le texte " Ambition-stratégie-candidatures " adopté à la réunion nationale du 10 septembre.
- L'introduction sur les candidatures lors de la réunion nationale des 14 et 15 octobre.
- L'état du programme " Ce que nous voulons " (version 08) adopté à l'issue de la réunion des 14 et 15 octobre.

candidat(e) n'étant qu'un porte-parole parmi les porte-parole. L'exercice sera difficile, tant la personnalisation à outrance de la politique s'est installée dans le paysage médiatico-politique, mais nous ferons les efforts nécessaires en ce sens (meetings communs type campagne du 29 mai, conférences de presse communes, partage des médias, etc.) à partir d'une réflexion collective continue sur nos formes d'expression et nos rapports aux médias. Nous voulons faire de cette campagne une aventure collective non seulement pour afficher dès maintenant notre volonté d'instituer une 6^{ème} République, mais aussi parce que nous sommes certains que notre diversité est notre richesse et donc la condition de notre efficacité !

Elle liera indissociablement présidentielle et législatives

Une association évidente : la présidentielle n'est pas pour nous un "coup" sans lendemain et nous voulons redonner à l'Assemblée sa place centrale. En liant les deux campagnes, nous multiplions les porte-parole de notre projet.

Elle portera notre programme décidé en commun

Si notre diversité est notre richesse, il reviendra à nos porte-parole, mais plus encore au (à la) candidat(e), de porter à la fois notre stratégie et l'ensemble de notre programme et non tel ou tel aspect choisi ou privilégié.

Passons maintenant aux choses concrètes : une méthode...

Une date : les 9 et 10 décembre

Une date a été retenue pour la prochaine réunion nationale des collectifs. Elle aura pour ambition de valider l'ensemble de notre démarche (ambition/stratégie, programme, candidature) ce qui supposera la désignation à la fois du groupe de porte-parole et du (de la) candidat(e). Cette réunion aura lieu le week-end des 9 et 10 décembre.

Cette méthode ne peut partir d'un préalable

Tout préalable pour quiconque ou contre quiconque est à rejeter car il signifierait évidemment une exclusion de fait, or nous cherchons à rassembler toute la gauche antilibérale ce qui suppose de ne pas commencer par en exclure une partie. L'éviction a priori condamnerait notre démarche ; tout doit partir de la conviction

Notre discussion doit donc se développer au positif

L'idée est de chercher ensemble la meilleure solution. Il s'agit donc d'une réflexion à aborder de façon résolument positive, ce qui doit avoir des incidences sur la tonalité de nos débats : dans les collectifs comme entre mouvements politiques. Tout doit se dire, tous les arguments doivent être échangés, avec le souci non pas de figer, mais de progresser. Nous cherchons à gagner tous ensemble et non l'un contre les autres !

L'objectif est de dégager " un double consensus "

" Il faut débattre pour se convaincre et chercher à bâtir un double consensus : au sein des collectifs et entre les organisations pour choisir celle ou celui qui incarnera sur le bulletin de vote notre rassemblement " (texte adopté le 10 septembre).

Ce " double consensus " s'appuie donc sur une double légitimité que l'on ne peut opposer sous peine d'échec : celle des collectifs et celle des mouvements politiques. C'est une démarche inédite à " bâtir ". Cet objectif ne sera que le résultat d'un travail collectif.

Double consensus ne signifie évidemment pas la nécessité d'être tous d'accord sur le même nom dans un premier temps mais rechercher par la conviction l'accord le plus large possible. Il s'agit en réalité de trouver le point d'équilibre de notre démarche. Un équilibre qui sera capable de rassembler le plus et de ne faire fuir personne.

Les organisations politiques ont et auront leurs propres responsabilités. Le contenu et les conclusions du processus dont nous proposons ci-après une méthode, serviront de support à une discussion au niveau national entre mouvements et sensibilités politiques afin de dégager un accord cohérent avec le choix qui se sera dégagé des collectifs et qui leur sera proposé lors de leur réunion nationale des 9 et 10 décembre.

On voit donc qu'une très grande responsabilité revient aux collectifs locaux.

Des candidats

Il y a neuf propositions de candidatures :

Clémentine AUTAIN,

José BOVE,

Marie-George BUFFET,

Patrick BRAOUEZEC,

Julien FAESSEL,

Michel FEUILLEBOIS,

Patrick GUILLOT,

Jack HARMAND,

Yves SALESSE.

C'est maintenant aux collectifs de s'emparer de cette question. S'il ne s'agit bien évidemment pas de "forcer" tous les collectifs à le faire, il apparaît essentiel que ce débat ait lieu le plus souvent possible tant cette candidature doit être nôtre.

Nous proposons une démarche en deux étapes.

I - La première : le temps du débat et de la conviction.

Avec qui conduire cette discussion ?

Comme les collectifs l'ont fait pour la stratégie ou le programme, la question des candidatures doit avoir lieu lors de réunions véritablement populaires et unitaires. Non pas réservés aux animateurs les plus réguliers des collectifs, ces débats doivent nous permettre de populariser notre démarche et au moins de retrouver le plus grand nombre de ceux qui, depuis la campagne référendaire, ont montré leur intérêt pour une campagne commune. Ce débat doit donc déborder du cercle militant.

Pour toutes ces raisons, il nous apparaît nécessaire que les collectifs s'adressent à tous les courants et sensibilités susceptibles de se joindre au rassemblement que nous sommes en train de construire. Nous pensons notamment aux socialistes du non de gauche qui connaîtront le résultat de leur propre désignation interne (1^{er} tour le 16 novembre) mais aussi à la majorité de la LCR à qui les portes restent évidemment ouvertes.

A partir de quels critères organiser ces débats ?

Le choix devra se porter sur un des neuf noms. Il s'agit donc d'examiner leur pertinence pour assumer la responsabilité d'être notre candidature commune au regard de critères décidés ensemble. Le texte du 10 septembre en énumère plusieurs qu'on peut "résumer" :

- **Rassembler au plus large.** La capacité à rassembler l'unité la plus large possible de l'ensemble des composantes politiques, associatives, syndicales, citoyennes qui ont contribué à la victoire du non au référendum et ainsi contribuer à entraîner le maximum d'adhésions à notre démarche jusqu'aux urnes. Ce qui implique également de rendre particulièrement "lisible" le passage du social au politique.
- **Faire vivre notre unité dans sa diversité.**

Cette diversité est notre richesse, mais elle est aussi le plus grand des obstacles pour désigner un seul nom. Aucun n'est issu d'une génération spontanée. Tous héritiers d'une longue histoire, qu'ils soient organisés ou pas dans un parti, ils ne peuvent aujourd'hui prétendre représenter parfaitement et de façon égale tous les courants qui traversent notre démarche. Et pourtant il sera nécessaire de le réaliser le mieux possible : c'est une question de respect de toutes les composantes mais aussi d'efficacité en termes électoraux.

- **La capacité à s'inscrire dans le cadre du travail collectif** que va impliquer l'existence du groupe de porte-parole et toute l'équipe qui travaillera à cette campagne.
- **Le respect de la stratégie et du programme.** Il (elle) devra porter à la fois la stratégie et l'ensemble du programme et le rendre lisible au plus grand nombre.

- **La capacité à porter notre campagne.**

Même si nous serons volontaristes pour imposer la campagne la plus collective possible, nous savons quand même que le (la) candidat(e) sera le plus sollicité par les médias, débats contradictoires, meetings... Le tout dans une campagne intense. Il ou elle devra maîtriser ce savoir-faire avec l'aide et les soutiens nécessaires.

- **Préserver notre avenir commun.**

Nous portons dès maintenant une vocation majoritaire pour une gauche de transformation. Mais nous savons également que cette campagne serait inutile pour changer la donne à gauche si elle ne s'inscrivait pas dans un processus de longue durée. Notre unité se doit d'avoir un avenir. Il nous faut donc un (une) candidat(e) qui permette ou tout au moins laisse ouverte cette perspective d'un rassemblement durable. Cette élection n'est pas un "coup" sans lendemain et la candidature devra porter le mieux possible cet espoir de construction commune.

Comment rendre compte des discussions et choix des collectifs ?

Nous vous proposons de nous renvoyer la synthèse de vos réunions sur le modèle de la fiche jointe en indiquant le nom du collectif, le nombre de présents aux réunions sur ce thème avec un "inventaire" politique de la réunion (quelles sensibilités représentées ou présentes ? associatifs ? syndicalistes ? etc.). Il serait préférable que ce "PV" soit signé par plusieurs membres du collectif garantissant ainsi qu'il a été validé de façon pluraliste.

De façon à simplifier "l'analyse" de ces comptes rendus, nous vous proposons de reprendre ces critères dans les conclusions et, éventuellement, l'explication de vos choix.

Organiser un va-et-vient au plan national

Ces comptes rendus des arguments échangés et éventuellement du choix qui semble le plus partagé devront naturellement être "validés" par le collectif. Au fur et à mesure, ils seront examinés au niveau national par une commission représentant toutes les sensibilités. Elle veillera à alimenter les collectifs par des états de la discussion. Chaque compte rendu de collectif sera également disponible sur le site Internet (www.alternativeagauche2007.org). A l'instar de tous les collectifs, une discussion du même type et basé sur la même méthode aura lieu prochainement au collectif national et sera transmise aux collectifs.

II- La seconde étape : l'expression des opinions

Chaque collectif doit évidemment réfléchir dès maintenant à la façon dont il fera connaître son choix (ou son choix le plus partagé), dans la dernière période de ce processus, c'est-à-dire dans les semaines précédant immédiatement la réunion nationale des 9 et 10 décembre.

Là où ne se dégagera pas clairement un choix commun, il sera sans doute nécessaire de mesurer, de façon loyale et incontestable, l'importance respective des opinions défendues au sein du collectif. Une mesure quantitative sera alors utile pour dégager une tendance dont il conviendra de déterminer plus précisément les règles. Des propositions, à discuter, seront faites aux collectifs prochainement pour cette étape ultime.

Le 2 novembre 2006